

UNION INTERPARLEMENTAIRE -UIP
COMPTE RENDU RÉUNION PARLEMENTAIRE À L'OCCASION DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS
UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES À GLASGOW (ROYAUME-UNI)

7 NOVEMBRE 2021

Deux parlementaires du groupe français de l'UIP se sont rendus à Glasgow pour participer, le 7 novembre, à la réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26):

- M. Hubert Julien-Lafferrière, député, président exécutif
- M. Louis-Jean de Nicolaÿ, sénateur.

A cette occasion, après l'ouverture de la réunion par les Présidents des deux chambres du Parlement du Royaume-Uni, le Président de l'UIP et la Présidente du Groupe britannique de l'UIP, plusieurs experts ont été entendus de façon successive au cours de la journée :

- Mme Rosa Galvez, sénatrice du Canada, Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, sur le thème de « Changements climatiques et reprise propre » ;
- M. Gernot Laganda, chef climat et réductions des risques de catastrophe, du programme alimentaire mondiale, sur le thème de « changement climatique et sécurité alimentaire » ;
- M. Chris Lax, membre de la Chambre des communes, de la commission du développement international ;
- M. Chris Fassetto, conseiller diplomatique auprès des Nations ;
- Unies, du comité international de la Croix Rouge.



La séance de plaidoyer « action parlementaire », au cours de laquelle ont pris la parole :

- Mme Caroline Patricia Lucas, membre de la Chambre des Communes britanniques,
- M. Rik Daems, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,
- M. Zaid Al Ootom, président de la commission parlementaire de l'énergie de la chambre des représentants de Jordanie,
- M. Fadli Zon, membre de la chambre des représentants de l'Indonésie,

a permis de mettre l'accent sur l'action parlementaire visant à atteindre les objectifs nationaux et à accroître la responsabilité des gouvernements. Les délégués ont échangé autour des défis auxquels leurs pays sont confrontés ainsi que des initiatives et des bonnes pratiques de différents pays du monde.

Après un discours « de motivation », de Mme Mary Robinson, présidente de *The Elders*, ancienne présidente de l'Irlande, ancienne Haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme et fondatrice de la fondation *Mary Robinson-Justice climatique*, la table ronde sur le financement pour le climat a permis d'entendre :

- M. Liam Byrne, parlementaire, président du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI ;
- Mme Garciela Camaño, membre du Congrès de la Nation, Argentine ;
- M. Pa Jariu, Directeur, Division des programmes nationaux, Fonds vert pour le climat (FVC) ;
- Mme Dionysia-Theodora Avgerinopoulou, Présidente du Comité pour la protection de l'environnement, Grèce.

Leurs propos ont mis l'accent sur le rôle des parlements dans la mobilisation de fonds destinés à l'action climatique et l'accès des États vulnérables au financement permettant d'appuyer une reprise verte post-pandémie.

Lors de cette table ronde, M. Hubert Julien-Lafferrière au nom de la délégation française de l'UIP a souligné la responsabilité des parlements dans la mise en œuvre des engagements en faveur du climat et la responsabilité des pays riches envers les pays en voie de développement. Il a également insisté sur la nécessité, essentielle pour le Sénat :

- d'aborder la négociation climatique de concert avec la problématique de l'allègement de la dette publique ;
- de s'appuyer sur les collectivités locales, dans la mise en œuvre de politiques en faveur du climat (transports, bâtiments) ainsi que sur la société civile
- d'atteindre le plus rapidement possible la cible de 100 milliards de dollars en faveur des pays en développement et d'augmenter de 50 % la part de ces fonds consacrés à l'adaptation.



*MM. Hubert Julien-Laferrrière, député, président exécutif
et Louis-Jean de Nicolaj, sénateur*

Lors du dernier débat « Pertes et préjudices », Mme Valérie Masson-Delmotte, co-présidente du groupe de travail GIEC, M. Saber Chowdhury, parlementaire du Bangladesh, Président honoraire de l'UIP, M. Samuelu Penitala Teo, Président du Parlement des Tuvalu, M. Maminaiina Solondraibe Rabenirina, Membre de l'Assemblée nationale de Madagascar, ont cherché à évaluer les moyens de mesurer et de traiter les répercussions inévitables des changements climatiques.

Lors de la séance de clôture, conduite par les les co-rapporteurs, Mme Alessia Rotta, du Parlement italien, et M. Alex Sobel, du Groupe britannique de l'UIP, a été adoptée la déclaration finale.